

Banque de la Colombie-Britannique—Loi

Un paragraphe étrange est paru la semaine dernière dans une publicité que la Banque Toronto-Dominion a fait paraître dans le *Sun* de Vancouver. Elle informait les habitants de cette ville que la Banque Toronto-Dominion est «une banque pour les résidents de la Colombie-Britannique.» Cette publicité précisait que la banque T.-D. compte un quart de million de clients en Colombie-Britannique, qu'elle a «beaucoup investi dans cette province» et que même si elle mène ces opérations «à l'échelle nationale», c'est «également une banque de Colombie-Britannique.»

Une annonce similaire a paru dans le *Calgary Herald* à l'intention des Albertains. A notre connaissance, aucune annonce du genre n'a encore paru ailleurs au Canada. La question qu'il faut se poser, c'est évidemment: pourquoi? Pourquoi cet établissement purement Torontois se découvre-t-il soudain des affinités très étroites avec les aspirations de deux provinces de l'Ouest?

Il n'y a qu'une réponse possible. La seule banque qui soit présente principalement dans ces deux provinces, c'est la Banque de la Colombie-Britannique. Les annonces sont alors forcément publiées à l'intention des clients de la Banque de la Colombie-Britannique. Contrairement à ses deux infortunées voisines de l'Alberta, la Banque commerciale du Canada et la Norbanque, la Banque de la Colombie-Britannique a connu ces deux dernières années un succès fulgurant. Elle a ramené ses prêts hypothécaires à des niveaux réalistes.

Elle s'est débarrassée de presque tous ses mauvais investissements étrangers (ce que les cinq grandes Torontoises n'ont pas essayé de faire et ne veulent pas envisager). Elle s'est assurée une injection énorme de nouveaux capitaux sous-crits. Elle a réalisé des bénéfices de 7 millions de dollars. Elle n'a cessé d'accroître le nombre de ses déposants. Ses actionnaires, gestionnaires et administrateurs sont de l'Ouest, et elle ne demande qu'à fournir une autre source de financement aux entreprises de l'Ouest, tandis que les directeurs des succursales des cinq grandes banques doivent consulter leurs patrons de Toronto avant d'agréer nos demandes de prêts. Alors, qu'est-ce qu'on reproche à cette banque? Du point de vue de l'orthodoxie bancaire canadienne, une seule chose. Son administration centrale est sise au coin des rues Burrard et Pender, à Vancouver. Une banque canadienne «solide» doit être située à moins d'un pâté de maisons des rues King et Bay, à Toronto. C'est-à-dire qu'elle doit faire partie du Club.

● (1130)

Plus loin, M. Byfield décrit ce qu'il tient pour une tentative délibérée de la part des cinq grandes banques, et sûrement de la part de la Banque Toronto-Dominion, de marauder et d'attirer les clients demeurés fidèles à la Banque de la Colombie-Britannique, et partant, d'affaiblir sa position au sein du secteur bancaire de l'ouest du Canada. Puis il invite la Banque Toronto-Dominion à répondre, ce qu'elle fit dans un numéro ultérieur. Mais M. Byfield de rappeler dans le numéro du 17 février du rapport de l'Alberta sous le titre «Simplement quelques chiffres que la Banque T-D n'a mystérieusement pas remarqués». Il signale plusieurs points très importants:

1. Entre juin 1983 et juin 1985, les dépôts dans les banques de l'Alberta ont augmenté de 599 millions de dollars. Autrement dit, les Albertains ont prêté cet argent aux banques. Au cours de la même période, celles-ci ont prêté aux Albertains 1,24 milliard de dollars de moins. On ne peut qu'en conclure que l'Alberta a été la victime d'une fuite de capitaux de 1,84 milliard de dollars au cours de cette période. Curieux que la Banque T-D ne l'ait pas remarqué.

2. De même, entre juin 1982 et juin 1984, les dépôts des résidents de la Colombie-Britannique ont augmenté de 1,347 milliard de dollars, alors que les banques auraient prêté 769 millions de dollars de moins en Colombie-Britannique, de sorte que la Colombie-Britannique a subi une fuite de 2,116 milliards de dollars de capitaux canalisés par le système bancaire. Au cours des 12 mois qui ont suivi, soit jusqu'au 30 juin 1985, les dépôts ont continué d'augmenter plus rapidement que les prêts, ce qui a entraîné une fuite supplémentaire de capitaux de 170 millions de dollars par le truchement des banques.

3. Par contre, entre juin 1981 et juin 1983, les prêts bancaires en Ontario ont augmenté de 14,918 milliards de dollars, alors que les dépôts bancaires ont à peine augmenté de 2,359 milliards. Cela dénote un afflux de capitaux de 12 559 milliards de dollars en Ontario par le truchement des banques. Cela s'est produit, évidemment, au moment où le Programme énergétique national, appuyé par l'Ontario, a frappé l'Alberta.

Les statistiques révèlent une autre donnée qu'il y a lieu de signaler. Au 30 juin 1985, près des trois quarts des 15 milliards de dollars de prêts commerciaux accordés en Alberta figuraient dans la catégorie des 5 millions de dollars ou plus, ce qui signifiait évidemment qu'ils nécessitaient l'approbation de Toronto.

Il aborde ensuite un autre point très important:

Il y a une autre donnée statistique que la Banque T-D a révélée, vraisemblablement par mégarde. Elle a dit qu'elle exploitait 122 succursales en Alberta et 101 en Colombie-Britannique. Selon le volume 1 de l'annuaire de l'Association canadienne des paiements pour 1984, la Banque Toronto-Dominion avait en décembre 1983, 134 succursales en Alberta et 107 en Colombie-Britannique. Autrement dit, au cours de ces 24 mois, la Banque Toronto-Dominion a fermé 18 succursales en Alberta et en Colombie-Britannique, soit une à toutes les six semaines, représentant une réduction d'environ 7,5 p. 100.

Le même annuaire révèle qu'entre le 31 décembre 1983 et le 31 décembre 1984, la T-D a amputé son réseau national de dix succursales (de 983 à 973) dont six en Alberta, quatre en Colombie-Britannique et aucune en Ontario. Comme le disait un fermier du Wyoming, «lorsque notre secteur est en difficulté, les banques continuent de nous prêter de l'argent parce qu'elles n'ont personne d'autre à qui prêter». Pour sa part, la T-D peut trouver toutes sortes de gens à qui prêter, mais pas en Alberta ou en Colombie-Britannique.

A mon avis, monsieur le Président, c'est l'une des explications des difficultés qu'a connus la Banque de la Colombie-Britannique. Par la voie des dépôts en Colombie-Britannique et en Alberta, les cinq grandes banques sont responsables d'une fuite de capitaux vers le centre du Canada. Il y a eu un refus déraisonnable d'accorder dans ces provinces des prêts qui auraient atteint un niveau équivalent aux investissements que la population y faisait dans les cinq grandes banques. S'il y a effectivement eu une telle ponction de l'argent des provinces de l'ouest et si la banque TD et peut-être d'autres, mais sûrement la banque TD, ont tenté de s'approprier une part du marché qui revenait normalement à la Banque de la Colombie-Britannique, on peut comprendre pourquoi celle-ci a été soumise à de telles pressions.

J'ai déclaré hier qu'une autre explication possible pouvait être les retombées du Programme énergétique national. Il serait facile d'imputer tous nos maux au Programme énergétique national. Si c'est vrai pour la plupart de ces maux, il serait injuste de les attribuer tous à ce Programme. Je pense que l'on peut conclure là-dessus. Comme je l'ai dit hier, nous savons maintenant qu'environ 60 milliards de dollars sont passés de la seule Alberta dans l'est du Canada, à cause du Programme énergétique national, 60 milliards de dollars qui seraient restés sur place sans ce programme et qui auraient servi à autre chose qu'à alimenter le fisc. Ces 60 milliards comptent beaucoup pour l'économie de l'Ouest. Il est possible, n'est-ce pas, monsieur le Président, que la Banque de la Colombie-Britannique ait prêté en toute bonne foi durant les années de vaches grasses 5, 10 voire 15 millions de dollars aux petites entreprises de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, en supposant que la prospérité durerait et que l'argent continuerait de circuler mais depuis l'introduction de ce programme fiscal draconien, 60 milliards de dollars ont été drainés petit à petit de l'économie de l'Ouest.

● (1140)

Les entreprises ont souffert de cet exode de capitaux, et elles ne pouvaient plus poursuivre leurs activités en raison de la fiscalité excessive. Elles se sont endettées, et elles ont dû déclarer faillite. La Banque de la Colombie-Britannique a dû reconnaître que bon nombre de ses prêts n'étaient pas rentables. Ce n'était pas nécessairement une question d'incurie, à quelques exceptions près. Cette situation était due à un affaissement de l'économie qu'aucune banque n'aurait pu prédire. Un établissement de la taille de la Banque de la Colombie-Britannique n'a tout simplement pas les réserves qu'il faut pour supporter un pareil choc.